



Déclaration du SNUipp FSU au CDEN du 29 novembre 2017

Ce CDEN a pour objectif de faire le bilan de la rentrée dans notre département. Avant d'aborder la situation scolaire, le SNUipp-FSU 31 souhaite évoquer le contexte social qui caractérise cette rentrée.

Imposé sans débat par le biais des ordonnances, le démantèlement du Code de Travail est contesté par une large majorité de la population. Malgré les mobilisations qui se sont succédé depuis début septembre, le gouvernement continue à mener une politique entièrement dédiée à satisfaire l'intérêt des plus riches au détriment de l'immense majorité de la population.

Cette politique conduit à réduire encore et toujours plus les moyens de l'État, notamment par la suppression massive d'emplois publics dans un contexte de chômage toujours aussi élevé, et à dégrader les conditions de travail et la qualité du service rendu. Le SNUipp-FSU 31 dénonce le recours à la contractualisation alors que la liste complémentaire est loin d'être épuisée sur l'académie de Toulouse.

Le SNUipp-FSU 31 dénonce fortement la suppression des 23 000 contrats aidés qui va renvoyer à la case chômage celles et ceux qui en bénéficiaient. Les missions qu'ils/elles remplissaient correspondent à des besoins pour lesquels des postes statutaires doivent être créés, des recrutements et des formations assurés. La mobilisation massive des agents le 10 octobre s'est heurtée au silence assourdissant d'un pouvoir dont il est clair qu'il n'a pour seul objectif que de faire sauter les cadres qui caractérisent notre modèle social. Face à ces lourdes menaces, la FSU 31 appelle les collègues à être réactifs et à participer aux futures mobilisations de la Fonction publique ou interprofessionnelles. La FSU 31 continuera à agir pour construire les convergences nécessaires.

Sur le plan éducatif, et en ce qui concerne le 1er degré, les annonces et contre-vérités qui ont été diffusées durant l'été - sur les méthodes de lecture notamment- ont contribué à semer le trouble et confirmé les orientations du nouveau ministre. Ainsi l'égalitarisme serait la cause de tous les maux dont souffrirait l'École. La conception élitiste que cette attaque révèle constitue une orientation nuisible pour l'École et les élèves, les plus fragiles en particulier. La lutte contre les inégalités scolaires, intrinsèquement liées aux inégalités sociales, devrait être au contraire l'objectif assigné au système éducatif. Rappelons par ailleurs que ces inégalités ne touchent pas que les écoles de REP/REP+, comme le sous-entend la mise en place des CP à 12 qui s'est faite dans ce département en supprimant 22,5 postes de PDMQDC dans toutes les écoles de REP+ et en amputant la dotation générale.

La soi-disant liberté revendiquée par M. Blanquer n'est qu'un prétexte pour mettre en œuvre la dérégulation dont tout donne à penser qu'elle sera son cheval de bataille. Les recettes et la novlangue néo-libérales sont utilisées à l'envi pour servir ce projet : autonomie des établissements, renforcement du pouvoir des chefs d'établissement et mise en œuvre de la casse du statut des enseignant-es, pilotage du système par l'évaluation, salaire au mérite... Tout cela aboutira à la mise en concurrence des établissements, des écoles, des personnels et donc, des élèves. Tels sont les leviers qui sont annoncés. On sait pourtant que là où ils ont été mis en œuvre, outre-Atlantique et outre-Manche notamment, ils ont contribué à accentuer les inégalités, et à faire baisser la réussite des élèves. Le SNUipp-FSU avec la profession, s'opposera à ces mesures et toutes celles allant dans ce sens. Nous revendiquons les moyens pour une école du « Tous capables » et refusons celle de la concurrence « libre et non faussée », celle du tri social organisé et décuplé sous couvert de méritocratie républicaine.

Nous avons, au moment des mesures d'ajustement de septembre, dénoncé les conséquences, pour l'ensemble des écoles du département, de la mise en œuvre de la mesure des CP dédoublés, faite à moyens constants. Seuils déjà élevés et non respectés avec notamment des classes allant jusqu'à 33 élèves en maternelle, PDMQDC supprimés, au final, c'est tout le fonctionnement de l'école qui est impacté. La mobilisation des collègues des écoles Dauriac à Toulouse et Mirabeau à Tournefeuille est significative du refus et de la colère que ces mesures suscitent.

Malgré la réalité du terrain, le document de travail fourni aux membres du CTsD est très élogieux sur la situation du département. Par un savant tour de passe-passe, il y a même davantage de PDMQC en cette rentrée 2017 qu'en 2016 et ce, malgré les 22 fermetures de juin ! Soyons sérieux, repeindre en PDMQC des Maîtres inter-degrés, un poste classe-relais et jusqu'au dispositif 6ème SEGPA rebaptisé sans le savoir, ce sont des trucages un peu trop grossiers... C'est surtout du mépris pour celles et ceux, écoles, élèves et enseignant-es qui subissent encore l'effet de ce tour de passe-passe de mauvais goût.

A cette rentrée, le nombre moyen d'élèves par classe en maternelle a augmenté en Haute-Garonne pour passer de 25,5 à 26,1. Le rôle de l'école maternelle pour lutter contre les inégalités scolaires est pourtant reconnu par la loi de refondation, notamment par la mesure de scolarisation des moins de 3 ans. Cette dégradation est donc un facteur d'augmentation du nombre d'élèves en difficultés au CP. Car d'où viennent nos élèves de CP, qu'ils soient à 12, à 24 ou à 30 par classe ? Le rapport de la recherche « Lire et Ecrire » de R.Goigoux indique que les performances finales des élèves dans l'apprentissage de la lecture dépendent à 53% des performances initiales ; d'où toute l'importance de ce qui se passe à l'Ecole maternelle. Ecole qui dans notre département voit ses conditions d'exercice se dégrader, avec rappelons-le, un seuil d'ouverture à 32, quand il est respecté...

De son côté, le P/E passe de 5,10 à 5,11 en cette rentrée (pour rappel il était de 5,21 en 2008) ; une si infime variation n'a pas d'incidence sur le quotidien des écoles et ne constitue en rien une amélioration des conditions d'apprentissage des élèves et d'enseignement pour les personnels.

L'annonce récente des moyens qui seront attribués l'an prochain nationalement constitue une nouvelle source d'inquiétude. Il semble en effet qu'une partie très importante des créations de postes dans le 1er degré sera absorbée par le dédoublement des classes de CP en REP et CE1 en REP+.

Il faudra encore une fois une sacrée dose de nov-langue pour prétendre améliorer les conditions de scolarité de l'ensemble des élèves du département tout en faisant face à la montée démographique...

Pour le SNUipp-FSU 31, il n'est pas acceptable que cette mesure phagocyte les moyens en faveur du fonctionnement ordinaire de l'école. Les moyens alloués doivent correspondre aux besoins identifiés sur le terrain, et se traduire par les créations dont l'école a besoin pour faire réussir tous les élèves : postes d'enseignant-es pour abaisser les effectifs dans les classes, pour accompagner les écoles dans leur mission d'inclusion, pour remettre en place une véritable formation continue, pour une véritable formation des stagiaires actuellement utilisés comme moyens d'enseignement, pour améliorer le remplacement, postes de RASED et de PDMQDC...

Sur le projet de mixité, le SNUipp-FSU continue de revendiquer la création d'un poste de PDMQC pour chacune des 6 écoles. Actuellement, le réseau Reynerie ne dispose que de 2 PDMQC pour ces écoles (224 CM2) et 5 collèges. C'est largement insuffisant ! Nous notons une inéquité majeure de traitement entre deux réseaux.

Le budget 2018 démontre une priorité au rabais pour l'école publique. La priorité au primaire ne peut se payer de mots, elle a un coût. Comme l'a souligné le dernier rapport de l'Ocde, l'école primaire française est largement sous-investie, elle doit faire l'objet d'un engagement financier massif pour réaliser les transformations nécessaires d'une école toujours marquée par des inégalités insupportables. Le projet de budget 2018 ne répond pas à cet enjeu de société.